



**ANNUAL
MEETINGS**
2024 | WASHINGTON DC
INTERNATIONAL MONETARY FUND
WORLD BANK GROUP



WORLD BANK GROUP

25 octobre 2024

Allocution d'**AJAY BANGA**,
Président de la Banque mondiale
à l'adresse du Conseil des Gouverneurs
de la Banque mondiale
lors de la séance plénière annuelle

C'est un privilège pour moi d'être devant vous aujourd'hui, à la croisée de deux moments importants pour le Groupe de la Banque mondiale :

- celui de la célébration de 80 ans d'existence, qui nous offre l'occasion de revenir sur ce que nous avons accompli et de réfléchir aux enseignements de cette expérience ;
- et celui du bilan d'une année de changement, de travail acharné et de progrès, qui nous invite à nous préparer à la prochaine génération de défis.

+++

La Banque mondiale est née dans la tourmente : créée en 1944 lors de la conférence de Bretton Woods, elle a vu le jour à la suite des dévastations causées par la Seconde Guerre mondiale. La mission originelle de ce qui n'était alors que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) était d'aider à la reconstruction des nations déchirées par la guerre.

Cependant, dès les prémices de ce projet, une question a nourri des débats animés : la Banque mondiale devait-elle se concentrer uniquement sur la reconstruction, ou avait-elle plus largement vocation à promouvoir le développement dans le monde ?

Depuis lors, les besoins du monde n'ont cessé d'évoluer, et avec eux, la Banque mondiale.

Et c'est de nouveau face à un moment charnière que nous nous trouvons aujourd'hui, alors que les guerres qui sévissent en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique remettent au premier plan l'enjeu de la reconstruction. Les leçons du passé nous donnent des clés précieuses pour reconstruire au sortir des conflits d'aujourd'hui.

Si la reconstruction est essentielle, notre attention s'est de plus en plus focalisée sur le développement.

C'est là que réside le cœur de l'action de la Banque mondiale : aider les nations à surmonter

des situations difficiles pour permettre aux populations de réaliser tout leur potentiel.

Nous vivons aujourd'hui dans un monde d'une complexité inégalée, où la pauvreté, le changement climatique, les conflits et les pandémies sont inextricablement liés. Face aux nouvelles exigences de la reconstruction et du développement, notre institution doit être plus rapide, plus simple et plus efficace ; elle doit être capable de relever les défis de notre temps avec une envergure sans précédent.

C'est un appel qui a été partagé par nos actionnaires et nos clients lorsque j'ai rejoint la Banque il y a 16 mois. C'est la tâche qui nous a

été confiée : penser l'évolution de l'institution avec le soutien d'un personnel dévoué.

Ensemble, nous nous sommes lancés dans ce processus, mus par l'aspiration à bâtir une « Banque meilleure » et à concrétiser cette vision.

Nous avons mené à bien des améliorations importantes dans l'ensemble de l'institution et accompli des progrès vers la réalisation de cette promesse. Je suis optimiste en constatant que nous avançons dans la bonne direction, avec des jalons mesurables : des opérations simplifiées, une institution davantage axée sur l'impact et une capacité de prêt accrue.

+++

Premièrement, nous agissons plus vite.

Parce que retarder le développement, c'est priver de développement.

En rationalisant nos processus, nous pouvons passer plus vite du stade de la planification à celui de l'action, ce qui réduit le temps nécessaire pour répondre aux besoins des pays dont nous sommes au service.

- Nous avons réduit le délai d'approbation des projets de 19 à 16 mois en moyenne, et notre objectif est de le ramener à 12 mois d'ici juin 2025.
- Cela se manifeste par des avancées concrètes. À l'aide d'une approche de plateforme, nous avons approuvé un ensemble de projets de santé présentant des

caractéristiques similaires dans cinq pays africains, en moins de 100 jours voire seulement 30 pour chacun d'entre eux. Dans la région du Pacifique, nous avons approuvé un projet d'appui aux relations de correspondance bancaire couvrant sept pays en 10 mois.

Deuxièmement, nous procédons plus simplement.

Parce que les processus ne devraient jamais prendre le pas sur le fond.

La simplification de nos processus nous aide à travailler plus efficacement et facilite l'accès à nos services pour nos clients, en particulier ceux qui ont des capacités limitées.

- Nos cadres de partenariat-pays seront désormais unifiés et nous avons nommé dans nos bureaux-pays 21 représentants conjoints pour l'ensemble du Groupe, à savoir la BIRD, l'IDA, la MIGA et IFC. Et même si l'on manque encore de recul, nous observons déjà une évolution et une collaboration accrue au sein de la direction et du personnel. Les premiers retours des pays étant encourageants, nous étendrons cette initiative à 20 pays supplémentaires d'ici le début de l'année prochaine.
- Nous avons par ailleurs mis en œuvre une série de changements moins visibles, mais qui auront des effets tangibles pour nos

clients et partenaires. En unifiant de nombreuses fonctions d'appui — budget, passation des marchés et immobilier —, nous pouvons fournir des services plus rapidement et opérer plus efficacement en tant que groupe.

- De plus, nous nous efforçons d'être un meilleur partenaire et collaborateur avec les autres banques multilatérales de développement (BMD). Au cours de l'année écoulée, la Banque mondiale a noué des partenariats avec cinq institutions, sur des domaines aussi divers que l'Amazonie avec la BID, le commerce transfrontalier avec la Banque islamique de développement ou

encore le renforcement des services de santé avec la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures. Et nous finaliserons prochainement un accord avec la Banque asiatique de développement qui permettra à nos clients de bénéficier de gains d'efficacité.

- Dans le cadre d'une coalition de BMD, nous avons en outre créé une plateforme en ligne qui permet aux institutions de développement de partager des projets pour la mobilisation de cofinancements et d'échanger en toute sécurité et transparence. Cette nouvelle plateforme permet d'alléger les formalités administratives et les coûts de transaction et de mieux coordonner les

financements, ce qui se traduit par un impact accru sur le développement. En six mois à peine, nous disposons d'un vivier de 100 projets, dont un certain nombre ont déjà commencé à être financés.

Troisièmement, nous sommes plus tournés vers l'impact.

Parce que les résultats comptent.

En priorisant l'obtention de résultats mesurables, nous renforçons la reddition de comptes, nous assurons la cohérence de nos efforts dans l'ensemble de la Banque et nous veillons à ce que nos projets produisent de véritables changements.

- La refonte que nous avons engagée pour devenir une « Banque de connaissances » est désormais opérationnelle : chaque pôle vertical dispose désormais des personnes compétentes à sa direction. Ces dernières s'attachent à apporter leur expertise à l'élaboration des cadres de partenariat-pays et à renforcer la capacité des pays à développer des projets pouvant être financés.
- Nous avons également restructuré notre fiche de performance institutionnelle, pour passer de 150 à 22 éléments. Cet ensemble simplifié d'indicateurs vient soutenir la transformation culturelle que nous opérons et consolide les efforts que nous menons à

l'échelle de toute l'institution pour maximiser notre impact. La semaine dernière, nous avons publié des résultats qui nous serviront de référence pour 20 indicateurs et partagé nos méthodologies de mesure. Nous permettons ainsi à nos actionnaires, à nos clients et aux contribuables de suivre l'impact de notre action, mais aussi d'identifier les domaines sur lesquels nous devons agir davantage.

Quatrièmement, nous avons accompli des efforts d'optimisation et disposons désormais d'une plus grande capacité de prêt.

Grâce à un usage stratégique de nos outils financiers, nous pouvons étendre notre portée et

approfondir notre impact sans mettre en péril notre viabilité financière.

Nous avons poursuivi énergiquement les mesures relatives à l'adéquation des fonds propres et optimisé notre bilan autant que possible en dotant la BIRD d'une capacité de prêt supplémentaire de 150 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années. Un résultat rendu possible à la fois par la création de nouveaux outils et par la générosité des actionnaires. Ces initiatives comprennent l'émission de capital hybride, des garanties de portefeuille et deux réductions du ratio de prêts sur fonds propres en deux ans.

Forts de ces fondations, nous proposons de nouveaux instruments et développons d'autres solutions éprouvées.

- Nous avons par exemple introduit des modalités de prêt sur 50 ans, sans coût supplémentaire, afin de financer des biens publics mondiaux. Dans le même temps, nous avons commencé à offrir des prêts à échéance plus courte (sept ans) et à un coût réduit, afin de répondre à des besoins très divers.
- Nous nous employons à étendre nos divers instruments de financement dont le paiement est conditionné aux résultats. Cette approche constitue une forte incitation à

l'obtention de résultats et elle fait partie intégrante de notre boîte à outils. L'ensemble de ces instruments a représenté près de la moitié des prêts de la BIRD et de l'IDA l'année dernière.

- Le financement de ces outils de paiement au résultat, conjugué à la réduction des taux d'intérêt pour les projets promouvant des biens publics mondiaux ont conduit au lancement du Fonds pour une planète vivable. Nous avons abondé ce fonds avec une enveloppe de 200 millions de dollars provenant de notre revenu, à laquelle s'ajoutent les contributions initiales de l'Allemagne, du Danemark, de l'Islande et du

Japon. Nous comptons sur le soutien d'autres États et des organisations philanthropiques.

- Nous lancerons, d'ici la fin de l'année, un fonds dédié à la préparation de projets, qui sera financé sur le revenu de la BIRD et qui aura pour objectif d'aider les pays confrontés à des problèmes de capacités à passer de l'idée au projet financièrement viable.
- Nous avons mis au point un nouveau mécanisme destiné à augmenter la valeur du capital exigible et désormais mis à la disposition des actionnaires.

- Nous avons pris des mesures significatives en ce qui concerne la tarification des prêts de la BIRD afin de faire en sorte que les pays à revenu intermédiaire puissent emprunter à de meilleures conditions. Ces ajustements permettent en particulier aux petits États qui sont déjà admissibles aux clauses de suspension temporaire du paiement de la dette après un choc climatique de bénéficier de nos taux les plus bas.

Tous ces éléments font partie d'un effort de longue haleine. Nous saisissons toutes les occasions qui s'offrent à nous d'améliorer notre bilan et d'en optimiser l'usage. Parce que l'association d'une offre de financement plus

abondante et abordable et de nos connaissances est un puissant moteur de développement.

+++

Cette volonté d'agir au maximum de notre capacité préside également à notre campagne de reconstitution des ressources de l'IDA.

En l'espace de 60 ans, 36 pays sont parvenus à s'affranchir de l'aide de l'IDA. Et nombre d'entre eux sont aujourd'hui de généreux donateurs. Ces pays sont tous bien placés pour savoir que :

- Premièrement, les dons et les prêts très concessionnels de l'IDA sont déterminants.
- Deuxièmement, les connaissances acquises par l'IDA au fil des ans renforcent son action

auprès d'autres pays.

- Troisièmement, la capacité sans égal de l'IDA à multiplier chaque dollar de contribution par 3,5 voire 4 permet aux bailleurs de fonds d'avoir plus d'impact et aux clients d'entreprendre des projets de développement de plus grande envergure. L'IDA a ainsi pu déployer 270 milliards de dollars au cours des dix dernières années.

L'IDA offre le meilleur retour sur investissement dans le domaine du développement. Au-delà des fonds que nous déployons, il y a les bienfaits qui en découlent pour les populations.

Au cours des dix dernières années, l'IDA a contribué à apporter des services de santé à près de 900 millions d'individus dans le monde, à fournir une source d'électricité fiable à 117 millions de personnes et à approvisionner en eau potable 94 millions d'habitants. Elle a également aidé plus de 18 millions d'agriculteurs à produire davantage, gaspiller moins et engranger plus de bénéfices.

L'IDA est aussi une planche de salut pour les 78 pays les plus pauvres du monde qui consacreront cette année près de la moitié de leurs recettes au service de la dette, et plus qu'ils n'en consacrent à la santé, à l'éducation et à l'infrastructure réunies. Dans ce contexte difficile, l'IDA a fourni 16 milliards de dollars au

cours des quatre dernières années aux quatre pays bénéficiant du Cadre commun, afin de répondre à leurs besoins de développement et de liquidités. La moitié de ces fonds était constituée de dons et l'autre moitié de financements concessionnels.

Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que l'IDA dispose des ressources dont elle a besoin pour être efficace. Et nous sommes convaincus qu'une IDA plus simple, aux efforts ciblés, sera la mieux à même de favoriser la stabilité, la sécurité et le développement.

Les exigences de l'IDA ont grossi au fil du temps, pour atteindre aujourd'hui près de 1 100 éléments. Nous nous employons actuellement à ramener ce nombre à moins de

400, ce qui laissera aux clients de l'IDA une plus grande marge de liberté dans la définition de leurs priorités de développement, en fonction des circonstances de chaque pays.

Nous espérons qu'à l'occasion du Sommet pour les annonces de contributions à l'IDA, qui se tiendra en Corée du Sud en décembre, nous serons en mesure d'annoncer aux 78 pays qui dépendent de son aide l'avènement d'une IDA simplifiée et dotée de ressources suffisantes.

+++

Au-delà de nos efforts pour devenir une Banque meilleure, au-delà des ressources supplémentaires, nous devons inciter le secteur

privé à jouer sa part et être un démultiplicateur de force.

À cette fin, nous avons publié des données exclusives avec l'intention de donner confiance aux investisseurs :

- Premièrement, dans le cadre du consortium GEMs, nous avons publié des données sur les taux de défaut et de recouvrement du secteur privé ventilés par pays et par secteur, ainsi que des statistiques sur les taux de défaut et de recouvrement des emprunts souverains sur les 40 dernières années. Ces données sont désormais disponibles sur Bloomberg Terminals.

- Deuxièmement, IFC a publié des indicateurs sur le remboursement de la dette du secteur privé, ventilés par note de crédit des emprunteurs.

Les données seules ne nous permettront pas d'aller suffisamment loin.

Selon les estimations de l'ONU, il faut 4 000 milliards de dollars supplémentaires chaque année pour atteindre les objectifs de développement. Les États, les banques multilatérales et les organisations philanthropiques réunis ne disposent pas de telles ressources. Nous avons besoin du secteur privé. Et pour mobiliser les acteurs de ce secteur,

ils doivent voir clairement les possibilités de retour sur leurs investissements.

Notre Laboratoire de l'investissement privé, qui a été créé pour remédier au déséquilibre dans le secteur des énergies renouvelables, a déterminé cinq domaines d'intervention. Nous progressons dans chacun de ces domaines et nous attachons à appliquer les enseignements tirés à d'autres domaines de travail.

- Premièrement, la sécurité réglementaire et des politiques. Nous éprouvons notre capacité à aider les gouvernements dans ce domaine, en collaboration avec le FMI et la Banque africaine de développement, dans le cadre de notre initiative visant à raccorder 300 millions de personnes à l'électricité en

Afrique.

- Deuxièmement, l'assurance contre le risque politique. Nous avons simplifié nos activités de garantie et les utilisons de manière plus ciblée. Pour le présent exercice, nous avons déjà émis trois fois plus de garanties qu'au même moment l'année dernière et nous pourrions en émettre davantage lorsque la plateforme sera pleinement opérationnelle.
- Troisièmement, le risque de change. Nous savons que le développement de marchés financiers locaux suffisamment profonds et larges est le meilleur moyen d'aider les investisseurs à gérer ce risque. Les nombreux

pays que nous accompagnons dans ce domaine progressent diversement.

- Parallèlement, nous continuons d'explorer d'autres idées, comme celle d'un mécanisme de partage des risques de change à plusieurs niveaux qui répartirait le risque entre le secteur privé, les États et la Banque mondiale pour les projets à long terme. Par ailleurs, nous étudions la possibilité d'utiliser les dépôts excédentaires en monnaie nationale dans les banques commerciales pour octroyer davantage de prêts en monnaie nationale. À cet égard, IFC a obtenu de bons résultats en

accordant des prêts en monnaie nationale, qui représentent environ un tiers de ses prêts.

- Quatrièmement, garantie des premières pertes et actions de second rang. Nous sommes en train de mettre au point le *Frontier Opportunities Fund*, dont la finalisation devrait être annoncée dans quelques semaines ; il est censé encourager le secteur privé en éliminant certains des risques existants. Les premiers financements dans ce cadre proviendront du revenu net d'IFC. Mais pour atteindre l'envergure que nous souhaitons, nous avons besoin de bailleurs de fonds et d'organisations

philanthropiques.

- Cinquièmement, créer une classe d'actifs, — en d'autres termes, un système d'octroi puis cession. Nous élargissons nos initiatives de titrisation en formant un nouveau groupe, piloté par Doug Peterson, directeur général de S&P. Le groupe comprendra des acteurs clés tels que *BlackRock*, des banques commerciales et d'autres investisseurs institutionnels. Notre objectif est de fournir non plus de petits prêts sur mesure, mais des ensembles d'actifs plus importants. Pour ce faire, il faudra notamment normaliser les prêts et les documents, tant de notre côté que de celui des pays bénéficiaires. Cette

démarche offre le plus de chances de débloquer des montants importants auprès des investisseurs — fonds de pension, compagnies d'assurance, fonds souverains.

Attirer davantage d'investissements privés est une tâche ardue.

Elle prendra du temps.

Mais nous sommes déterminés à y parvenir.

+++

Grâce aux réformes que nous avons mises en œuvre et à d'autres en cours, le Groupe de la Banque mondiale est prêt à entreprendre des projets plus ambitieux et d'une plus grande

envergure, accélérant ainsi sa mission de créer un monde sans pauvreté sur une planète vivable.

C'est ce qu'illustre le projet M300, qui vise à fournir de l'électricité à 300 millions d'Africains d'ici à 2030 en collaboration avec la Banque africaine de développement. La Fondation Rockefeller s'est jointe à cette initiative et, ensemble, nous nous employons à intéresser d'autres investisseurs et organisations philanthropiques.

Pendant ce temps, nos équipes sur le terrain dans les pays élaborent des analyses des obstacles auxquels chacun se heurte. Il est clair qu'il sera important d'avoir une stratégie reposant à la fois sur des mini-réseaux décentralisés, de meilleurs systèmes de

transport et de distribution et des services publics de distribution dotés des ressources financières appropriées. Nous prévoyons qu'il faudra au moins 30 milliards de dollars d'investissements dans le secteur public, et l'IDA jouera un rôle capital à cet égard.

Ce travail se fera au début de l'année prochaine au moment du Sommet des chefs d'État qui se tiendra en Tanzanie. À cette occasion, 15 dirigeants se joindront à notre équipe, ainsi qu'à des représentants du FMI, de banques de développement, d'organisations philanthropiques et à des investisseurs du secteur privé, pour s'engager sur des plans d'action sur mesure - un exemple de plateforme de pays efficace.

Notre volonté d'agir à grande échelle transparaît aussi clairement dans l'objectif visant à aider les pays à fournir des services de santé de qualité et peu coûteux à 1,5 milliard de personnes d'ici à 2030.

Dans le cadre de cette initiative, nous élargissons notre champ d'action pour aider les personnes à rester en bonne santé de la naissance à la vieillesse, en nous employant à les atteindre dans des lieux reculés et en collaborant avec les gouvernements pour rendre les soins de santé financièrement accessibles.

Cet effort sera facilité par notre collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et le gouvernement japonais à travers le Centre de

connaissances sur la couverture sanitaire universelle, qui sera lancé l'année prochaine.

Nous avons d'autres objectifs, comme ceux que nous avons annoncés lors de la COP28, qui progressent.

- Nous nous sommes engagés à consacrer 45 % de notre financement total au climat, dont la moitié à l'adaptation d'ici à 2025. Nous en sommes à 44 %, mais devons continuer de pousser en ce qui concerne le financement de l'adaptation.
- Nous avons promis de lancer 15 programmes nationaux pour réduire les émissions de

méthane. Tous sont en ligne, et des systèmes de suivi sont en train d'être mis en place pour suivre les progrès.

- Nous avons introduit les clauses de suspension temporaire du paiement de la dette après un choc climatique, qui prévoient une pause de deux ans dans le remboursement de la dette. À ce jour, 12 pays, principalement des Caraïbes et du Pacifique, ont adhéré à cette initiative, et des discussions sont en cours pour d'autres. Pour compléter ces clauses, nous avons introduit une option d'intervention rapide, qui permet aux pays de réaffecter immédiatement une

partie de leurs fonds non décaissés en temps de crise.

Et pas plus tard que cette semaine, nous nous sommes lancés dans d'autres initiatives concernant l'agriculture et l'autonomisation des femmes.

Au cours des prochaines décennies, le monde aura besoin de 60 % de nourriture de plus pour nourrir 10 milliards de personnes. Grâce à de nouveaux outils, les obstacles d'hier — comme la fragmentation — s'effacent devant les opportunités de demain.

Pour en tirer parti, nous lançons une approche écosystémique de l'agro-industrie par laquelle la

Banque mondiale et des partenaires se réunissent pour aider les petits exploitants agricoles à dépasser l'agriculture de subsistance pour intégrer les chaînes de valeur commerciales.

Ce système repose sur notre expérience du secteur public en matière de création d'associations d'agriculteurs et de renforcement des capacités des pouvoirs publics, alliée au financement et à l'accès que nous offrons au secteur privé. Cette nouvelle approche du travail s'accompagne d'une augmentation des niveaux d'investissement, doublant ainsi les engagements dans l'agro-finance et l'agro-industrie pour les porter à 9 milliards de dollars

par an, l'objectif étant de mobiliser d'autres milliards auprès du secteur privé.

Ensemble, nous pouvons réécrire l'avenir de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la croissance et de l'emploi.

Nous œuvrons également à l'avènement d'un monde où les femmes peuvent façonner leur propre destin.

Un monde où elles sont libres des entraves que constituent les attentes de la société ou les contraintes économiques.

Notre travail consiste à construire une échelle d'opportunités, où chaque échelon représente un pas vers une plus grande autonomisation. Pour

aider les femmes à gravir ces échelons, nous devons les accompagner à tous les niveaux.

Notre objectif est de poser au pied de l'échelle un filet de protection sociale pour 250 millions de femmes, d'avoir au milieu un dispositif qui permet à 300 millions de femmes d'être connectées au haut débit et au sommet un autre dispositif qui donne accès au capital à 80 millions d'entreprises dirigées par des femmes d'ici à 2030.

Ces objectifs seront atteints grâce à un plan d'action global qui associe réforme réglementaire, compétences, accessibilité numérique et partenariats.

+++

Notre travail est loin d'être achevé...

En fin de compte, nous devons axer nos efforts sur les projets de développement et sur la résolution des causes profondes de la pauvreté.

La pauvreté est un état d'esprit, pas seulement un état matériel. Le moyen le plus efficace de vaincre la pauvreté est de créer des emplois.

Tournons donc la page et regardons vers l'avenir.

Le Groupe de la Banque mondiale est prêt à se lancer dans la phase suivante de sa mission : s'assurer que la création d'emplois — et les emplois — ne sont pas une incidence, mais un objectif explicite de nos projets.

Tout au long de l'histoire du développement, l'emploi s'est toujours avéré la solution la plus sûre et la plus durable contre la pauvreté.

Un emploi représente davantage qu'une source de revenus ; il apporte de la dignité, un but et élève l'esprit et la condition humaine. L'emploi est la clé qui libère les potentiels. Il offre une voie de sortie de la pauvreté, autonomise les femmes, donne de l'espoir aux jeunes générations et édifie des communautés plus fortes.

Au cœur des économies émergentes du monde, une révolution silencieuse s'opère. Une génération importante de 1,2 milliard de jeunes, pleins d'enthousiasme et de potentiel, se prépare à entrer sur le marché du travail. Pourtant, le champ des opportunités ne s'élargit pas au

même rythme, puisqu'il devrait créer 420 millions d'emplois...

Le spectre du chômage plane, laissant potentiellement 800 millions de jeunes sans emploi digne de ce nom, menaçant de déstabiliser les sociétés et d'entraver la croissance économique. On ne saurait trop insister sur la gravité de ce problème ou sur la capacité de cette génération à changer radicalement le monde.

Mais les prévisions ne sont pas une fatalité.

Pour cette raison, nous avons lancé une initiative spéciale visant à créer des emplois pour les jeunes. Les présidents Tharman de Singapour et Michelle Bachelet du Chili pilotent cette initiative

rassemblant un groupe de chefs d'entreprise, de membres de la société civile et d'universitaires - qui se sont réunis pour la première fois cette semaine.

Cette forme d'action est nécessaire parce que les emplois ne se créent pas de manière isolée.

Il faut préparer les personnes et préparer les opportunités, car, si le talent abonde, les opportunités, elles, manquent.

Cette double action s'appuie sur des éléments fondamentaux que la Banque mondiale est fermement résolue à soutenir : les soins de santé, les infrastructures, l'éducation et la formation professionnelle, la sécurité alimentaire, l'air pur et l'eau potable.

Nous pouvons contribuer à bâtir un secteur public qui emploie des personnes et favorise la croissance du secteur privé, en particulier pour les petites entreprises, qui représentent 70 % des emplois dans le monde. Ce travail nécessite que nous collaborions avec des partenaires tels que le FMI, les BMD et les gouvernements, notre rapport *B-Ready* servant de source d'information pour des discussions fondées sur des données probantes.

Cela signifie concrètement qu'il faut tirer parti d'un grand nombre des outils dont dispose le Groupe de la Banque mondiale.

Les experts de notre Banque de connaissances peuvent aider les gouvernements et les entreprises à recenser et exploiter les

opportunités. Mettant l'accent sur le renforcement des capacités, nous proposons des solutions sur mesure, allant du développement des marchés financiers locaux à l'amélioration de l'éducation et des compétences.

Notre nouvelle Académie du savoir utilise les meilleures pratiques pour doter les responsables publics des compétences dont ils ont besoin pour soutenir le développement de leurs populations et de leur secteur privé.

Nos capitaux et nos garanties agissent de pair pour stimuler les investissements. C'est là que chaque élément du plan de travail du Laboratoire de l'investissement privé sera important.

Le résultat est amplifié par l'adoption des technologies numériques.

Les infrastructures publiques numériques nous permettent de fournir à un plus grand nombre de personnes des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation et l'inclusion financière.

Les technologies numériques peuvent éliminer les barrières et réduire les avantages des opérateurs traditionnels, créant ainsi de nouvelles possibilités d'innovation et d'entrepreneuriat.

Couplées à l'IA et à la révolution des données, elles nous offrent un outil puissant. Pour

optimiser ce potentiel, nous devons l'utiliser de manière stratégique et rationnelle.

+++

C'est le début d'un long voyage... Nous sommes déterminés à donner aux jeunes qui grandissent aujourd'hui les meilleures chances de vivre dans la dignité.

Nous avons bien conscience de la difficulté....

Mais parce que nous sommes plus rapides, plus simples et plus tournés vers l'impact, le Groupe de la Banque mondiale, et son personnel, sont mieux à même de répondre au défi.

Par des financements innovants et des partenariats, nous pouvons exécuter des

programmes plus ambitieux, comme raccorder 300 millions d'Africains à l'électricité ou développer l'agro-industrie de manière à nourrir le monde et les économies.

Grâce à notre savoir et à la place centrale que nous accordons au secteur privé, nous pouvons contribuer à vaincre la pauvreté en créant des emplois.

Bien sûr, nous ne pouvons qu'aller aussi vite et aussi loin que nos ressources nous le permettent....

Nous construisons une banque plus grande et nous employons à donner suite à l'appel du G20 en faveur d'une IDA ambitieuse, mais à un

moment donné, nous aurons besoin d'augmenter la base de capital de la BIRD, d'IFC et de la MIGA.

Qu'il s'agisse de devenir une banque meilleure, de notre ambition plus grande ou de notre engagement en faveur des jeunes et des femmes, les progrès auxquels nous aspirons exigent davantage de nous tous.

Ils commandent que nous résistions à la tyrannie de choses sans grande importance.

Surtout, ils exigent que l'ensemble des partenaires — présents dans cette salle et partout dans le monde — qui y sont disposés travaillent de concert.

Notre mission demande une persévérance à toute épreuve, une volonté farouche de continuer à avancer en dépit du temps, des échecs et des difficultés.

J'espère qu'à mesure que nous avancerons, nos idées déboucheront sur des actions qui, à leur tour, changeront des vies. C'est la raison pour laquelle nous sommes ici.

Je vous remercie de votre attention et de nous accompagner dans cette aventure.